

# Quelle(s) contribution(s) des structures à la mobilité durable ?

## Présentation de la structure : Conseil départemental de la Mayenne

<b>Organisation</b> <i>citer les différents services (et les commissions pour les collectivités) qu'ils touchent au champ de la mobilité ou non</i>	Direction des transports (compétence régionale à partir de septembre 2017) – Direction de l'insertion et de l'habitat / commission d'attribution des aides liées à la mobilité – commission RSA – commission FAJ
<b>Champs d'intervention</b> <i>citer les champs d'intervention en général, et en particulier ceux pour lesquels est identifié un besoin de mobilité, en précisant le service et/ou la commission concernée</i>	Insertion sociale et professionnelle / mobilité des personnes en insertion – service de coordination des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle – commission d'attribution des aides liées à la mobilité
<b>Échelle(s) d'intervention</b> <i>citer le périmètre géographique d'action de la structure</i>	Échelle départementale
<b>Contacts sur la mobilité</b> <i>citer un contact par champ d'intervention concerné et éventuellement un contact privilégié dans la structure</i>	Insertion sociale et professionnelle : Sophie COLLET (directrice de l'insertion et de l'habitat) et Sonia GANDON (cheffe de service de coordination des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle). Mobilité : Anne MICHELOT (chargée de mission développement des outils d'insertion).
<b>Autres informations</b> <i>sur la structure et qui concernent la mobilité</i>	Services de transports scolaire, de voyageurs (transports réguliers et à la demande) > transfert de ces / compétences au Conseil régional à compter de septembre 2018.
<b>Potentiels de la structure pour contribuer à la mobilité durable</b> <i>réflexions sur les nouveaux leviers d'actions à envisager dans votre structure (axes de travail transversaux, nouveau champ ou mode d'intervention...)</i>	Agenda 21

**1 à 3 actions menées sur la mobilité**  
**(en priorité les actions pour une mobilité pour tous et/ou durable, en œuvre dans les territoires ruraux et péri-urbains)**  
*(si plus de 3, sélectionner les plus significatives ou les plus riches d'enseignement selon vous)*

Action 1	Objectifs	Permettre à des publics de retrouver une autonomie dans leurs déplacements
	modalité(s) d'intervention <i>moyen d'atteinte des objectifs cités</i>	Mise à disposition de véhicules pour des déplacements permettant le retour ou le maintien en emploi. Véhicules : voitures (essences et GPL), scooters, vélos électriques.
	bénéficiaires / cibles <i>public visé par l'action</i>	Public en insertion professionnelle
	gouvernance / partenaires <i>comités de pilotage, de financements, commissions, partenariat, conventions, prescripteurs, ...</i>	Financement du Conseil départemental
	type(s) de financement mobilisés <i>européen, État, subventions de collectivités, autres</i>	Conseil départemental – projet porté par l'association Copainville.
	problèmes / freins identifiés	Beaucoup de demandes. Penser à développer davantage le vélo électrique.
Action 2	Objectifs	Permettre à des publics de financer leur véhicule
	modalité(s) d'intervention <i>moyen d'atteinte des objectifs cités</i>	Commission d'attribution des aides liées à la mobilité
	bénéficiaires / cibles <i>public visé par l'action</i>	Bénéficiaires du RSA, jeunes de moins de 26 ans, allocataires de la CAF ? bénéficiaires du PLIE.

	gouvernance / partenaires <i>comités de pilotage, de financements, commissions, partenariat, conventions, prescripteurs, ...</i>	Gouvernance : Conseil départemental, CAF, PLIE. Partenaires : Pôle emploi, Mission locale, Sud Mayenne précarité, UDCCAS, AAPA, conseillers mobilité,...
	type(s) de financement mobilisés <i>européen, État, subventions de collectivités, autres</i>	Conseil départemental, CAF et à la marge Laval agglomération (PLIE).
	problèmes / freins identifiés	Difficultés afin de trouver un véhicule fiable. Développer la vente via Copainville (garage solidaire) : expérimentation fin année 2017.
Action 3	Objectifs	Permettre à un public jeune de se rendre sur son lieu de formation, emploi, apprentissage grâce au covoiturage. Expérimentation sur la fin de l'année 2017.
	modalité(s) d'intervention <i>moyen d'atteinte des objectifs cités</i>	Proposer aux agents de collectivités de covoiturer des jeunes en insertion, en conservant leurs trajets habituels. Faire coïncider le besoin du jeune et le trajet de l'agent.
	bénéficiaires / cibles <i>public visé par l'action</i>	Public jeune en insertion suivi par la Mission locale
	gouvernance / partenaires <i>comités de pilotage, de financements, commissions, partenariat, conventions, prescripteurs, ...</i>	Présentation de l'action aux élus et agents des collectivités concernées COPIL au terme de l'expérimentation.
	type(s) de financement mobilisés <i>européen, État, subventions de collectivités, autres</i>	Financement par le FAPI et le Conseil départemental
	problèmes / freins identifiés	Avoir du public pour entreprendre le covoiturage. Action qui n'a pas encore débutée.

*Recommandations :*

- *1 seule fiche par structure (structure s'entendant par exemple comme un conseil départemental, la DREAL, etc) ;*
- *joindre un organigramme de la structure.*